

**MISSION DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
DE LA CCI DE REGION BRETAGNE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Consultation n°2025-0043-00

***Chambre de Commerce et d'Industrie Bretagne
Cap Courrouze - 1 A rue Louis Braille – Saint Jacques de la Lande
BP 50514
35005 Rennes cedex***

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1 – OBJET DU MARCHE	4
2.2 – TYPE DE MARCHE	4
2.3 - FORME DU MARCHE	4
2.4 – DÉCOMPOSITION DU MARCHE	4
2.5 – MODE DE PASSATION ET FACULTE DE NEGOCIATION	4
2.6 – CODES CPV (NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE)	5
2.7 – UNITÉ MONÉTAIRE ET LANGUE	5
2.8 – PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 3 – LIEUX D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHE	6
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA MISSION	6
5.1 – PRESENTATION GENERALE	6
5.2 – ORGANISATION FONCTIONNELLE DE LA CCI BRETAGNE	7
5.3 – ORGANISATION FINANCIERE ET CHIFFRES CLES DE CCI BRETAGNE	8
5.4 – REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI	8
5.5 – LA MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	9
ARTICLE 6 – MODALITES DE REALISATION DE LA MISSION	9
6.1 – PERSONNE REFERENTE DE LA CCI BRETAGNE	9
6.2 – EMISSION D'UNE LETTRE DE MISSION	Erreur ! Signet non défini.
6.3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7 – PRIX ET PAIEMENT	11
7.1 - PRIX ET ECHELONNEMENT DES PAIEMENTS	11
7.2 - MODALITES DE REGLEMENT DES FACTURES ET ADRESSE DE FACTURATION	11
ARTICLE 8 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	12

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Désignation de l'acheteur :

Chambre de Commerce et d'Industrie Bretagne
Cap Courrouze - 1 A rue Louis Braille – Saint Jacques de la Lande
BP 50514
35005 Rennes cedex

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

Monsieur le Président de la CCI Bretagne en vertu de la délibération de l'Assemblée générale de la CCI Bretagne en date du 8 décembre 2021.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) :

Monsieur le Président de la CCI Bretagne en vertu de la délibération de l'Assemblée générale de la CCI Bretagne en date du 8 décembre 2021.

Désignation du comptable assignataire :

Monsieur le Trésorier de la CCI Bretagne

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation porte sur la désignation d'un commissaire aux comptes de la CCI Bretagne pour les exercices 2025-2030, pour la certification légale des comptes sociaux de la CCI de Région Bretagne, et des comptes combinés de la CCI de Région Bretagne.

La CCI de Région Bretagne publie le présent marché pour renouveler le mandat d'un des ses commissaires aux comptes qui arrive à échéance.

La CCI de Région Bretagne a en effet l'obligation légale de disposer de deux commissaires aux comptes. Elle est actuellement déjà accompagnée par un commissaire aux comptes dont le mandat court encore pour deux exercices comptables.

C'est pourquoi le présent marché vise la désignation d'un seul commissaire aux comptes.

2.2 – TYPE DE MARCHÉ

Le présent contrat est un marché de services de prestations intellectuelles.

Il est soumis aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et entré en vigueur le 1^{er} avril 2021, qui est disponible sur le site internet de Légifrance à cette adresse :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

2.3 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché ordinaire attribué à un seul titulaire.

Le commissaire aux comptes sélectionné par la présente consultation devra être issu d'un cabinet d'audit différent de celui ayant déjà un mandat en cours pour la CCI Bretagne, devant appartenir à des structures professionnelles distinctes. Ces structures ne doivent pas avoir de dirigeants communs, et ne doivent pas entretenir entre elles de liens capitalistiques ou financiers.

2.4 – DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Il n'est pas prévu de décomposition en lot. Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Il n'est pas prévu de tranche conditionnelle.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés du fait des motifs suivants :

-Unicité de la prestation : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes, la mission de commissariat aux comptes étant indivisible et reposant sur une approche globale de certification des comptes.

-Économie d'échelle et simplification administrative : un marché unique permet de réduire les coûts liés à la gestion contractuelle et administrative du marché, garantissant ainsi une meilleure efficacité pour l'acheteur public.

2.5 – MODE DE PASSATION ET FACULTE DE NEGOCIATION

Au regard de l'estimation de budget global du besoin, inférieur aux seuils européens, le marché est passé selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article L2123-1 et des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation avec les candidats concernés afin de retenir l'offre la plus compétitive et la mieux adaptée aux besoins (cf. article 4.5 du règlement de la consultation). La négociation demeure toutefois facultative.

2.6 – CODES CPV (NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE)

Le ou les codes CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics au niveau européen) concernés par le présent marché sont les suivants :
79212300-6 Services de contrôle légal des comptes

2.7 – UNITÉ MONÉTAIRE ET LANGUE

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Toutes les pièces du marché, offres, documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

2.8 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont celles fournies dans le dossier de consultation des entreprises (DCE) ainsi qu'au moment de l'attribution au titulaire, dont seuls les exemplaires conservés par l'acheteur font foi.

Les pièces générales, et plus généralement toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle, ne sont pas jointes, le titulaire du marché étant réputé les connaître.

Les éléments du marché sont listés ci-après dans l'ordre de priorité décroissante dans l'éventualité d'une contradiction entre certaines pièces :

- l'acte d'engagement (AE),
- le bordereau de prix, valant annexe financière à l'acte d'engagement,
- le cahier des clauses particulières (CCP) du marché,
- le règlement de la consultation (RC),
- le cadre de réponse, valant offre technique du titulaire,
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable au présent marché,
- les dispositions légales, réglementaires et normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché, notamment :
 - le Cadre d'organisation budgétaire, comptable et financière (OBCF) du réseau des CCI en vigueur.

Ainsi, sont applicables au marché les lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, documents techniques et tous textes administratifs européens, nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du contrat.

De même, le titulaire s'engage à respecter le règlement intérieur des sites sur lesquels il intervient le cas échéant, ainsi que tous règlements, notes, consignes spécifiques émises par l'acheteur.

ARTICLE 3 – LIEUX D'EXÉCUTION

Pays : France ; région : Bretagne ; Code NUTS : FRH0

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à la date de sa notification.

La durée du marché est de 6 (six) exercices comptables successifs, conformément à la durée légale d'un mandat de commissariat aux comptes au regard de l'article L. 823-3 du Code de commerce.

La présente mission de commissariat aux comptes portera donc sur la certification des comptes de la CCI Bretagne des exercices clos du 31.12.2025 jusqu'à l'exercice clos le 31.12.2030 inclus.

A titre indicatif, la date prévisionnelle d'attribution du marché est novembre 2025.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA MISSION

La CCI de Région Bretagne publie le présent marché pour renouveler le mandat d'un des ses commissaires aux comptes qui arrive à échéance.

La CCI de Région Bretagne a en effet l'obligation légale de disposer de deux commissaires aux comptes. Elle est actuellement déjà accompagnée par un commissaire aux comptes dont le mandat court encore pour deux exercices comptables.

C'est pourquoi le présent marché vise la désignation d'un seul commissaire aux comptes.

5.1 – PRESENTATION GENERALE

La CCI Bretagne est un établissement public à caractère administratif (E.P.A.) de l'Etat, géré par des chefs d'entreprises élus, et placé sous la tutelle du Préfet du Région assisté par le Directeur Régional des Finances publiques (DRFIP).

Sur le plan juridique, le statut général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Bretagne est défini par une loi du 9 avril 1898 actualisée, dans le cadre de la réforme du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie, par la loi du 23 juillet 2010.

Ses missions et attributions sont fixées par les textes législatifs et réglementaire en vigueur, et notamment par les articles L710-1 et suivants du Code de Commerce. A ce titre, elle encadre et soutient l'activité des CCI territoriales qui lui sont rattachées. Elle définit une stratégie régionale pour l'activité du réseau de sa circonscription, compatible avec le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation prévu à l'article L.4251-13 du code général des collectivités territoriales. Le réseau des CCI assure une mission de représentation des intérêts du commerce, de l'industrie et des services de sa circonscription auprès des pouvoirs publics, et contribue au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises et de leurs associations en remplissant les missions de service public et d'intérêt général nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

CCI Bretagne emploie le personnel de l'ensemble des CCI de Bretagne, et le met à disposition des CCI territoriales qui lui sont rattachées, et qui constituent le réseau de proximité sur les territoires pour la mise en œuvre des dispositifs en tenant compte des besoins et des spécificités locales.

Sur le plan financier, une des caractéristiques fondamentales des Chambres de Commerce et d'Industrie est de bénéficier du produit de deux contributions collectées par l'Etat, constituant

la TCCI : la Taxe additionnelle à la Cotisation Foncière des entreprises, et la Taxe Additionnelle à la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises. La TCCI est ensuite perçue et répartie par CCI France entre les CCI de Région, laquelle procède à une répartition entre les CCI Territoriales, après déduction de sa quote-part.

Outre la TFC, la Chambre de Commerce et d'Industrie de région Bretagne peut bénéficier de ressources en lien avec ses missions régionales.

5.2 – ORGANISATION FONCTIONNELLE DE LA CCI BRETAGNE

A. L'Assemblée Générale

Elle est composée de membres élus, chefs d'entreprises et représentants des entreprises de tous les secteurs d'activité du commerce, de l'industrie et des services, élus par leurs pairs pour un mandat de 5 ans.

L'Assemblée Générale est l'organe délibératif dans les CCI. En matière financière, toute décision importante est donc de son ressort (vote des budgets et des comptes exécutés, recours à l'emprunt, prises de participations au capital d'organismes tiers, prélèvements sur le fonds de roulement, garanties d'emprunts, etc...).

Les commissaires aux comptes sont obligatoirement convoqués aux Assemblées Générales au cours desquelles sont présentés les comptes annuels et les comptes consolidés ou combinés.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels est mis à disposition des membres de l'Assemblée Générale au moins sept jours calendaires avant la séance au cours de laquelle l'Assemblée doit délibérer.

B. Le Bureau

Le Bureau se réunit sous la direction du Président. Son rôle est notamment d'instruire les dossiers préalablement aux délibérations de l'Assemblée Générale et de veiller à leur exécution par les services de la CCI Bretagne.

Par l'intermédiaire du Directeur Général qui participe à toutes les réunions, le Bureau est le principal organe de liaison entre les élus et les services de la CCI Bretagne.

C. Le Président

Elu par l'Assemblée Générale, le Président exerce les pouvoirs de représentation les plus étendus. La signature de tous les actes engageant la CCI Bretagne lui appartient exclusivement, mais il peut, dans certaines conditions, déléguer cette signature à des élus ou au Directeur Général.

Le Président, qui est de droit « ordonnateur » (au sens des principes régissant le fonctionnement des établissements publics) des dépenses et des charges, des recettes et des produits, est chargé de l'exécution du budget voté par l'Assemblée Générale et autorisé par l'administration de tutelle.

D. Le Trésorier

Le trésorier est chargé de la tenue de la comptabilité, de l'exécution des opérations de dépenses et de recettes, ainsi que de la gestion de la trésorerie. Il exerce une autorité fonctionnelle sur les services comptables et financiers et les régisseurs de dépenses et de recettes.

E. Les commissions réglementées

- Commission des finances
- Commission consultative des marchés
- Commission de prévention des conflits d'intérêt

F. La Commission des Finances

La Commission des Finances, élue par l'Assemblée Générale de la CCI Bretagne, a pour mission d'examiner les budgets prévisionnels et les comptes exécutés préalablement à leur présentation en Assemblée Générale.

La compétence de la Commission des Finances est également élargie à l'examen préalable de tout projet de délibération soumis à l'Assemblée Générale comportant des conséquences financières (recours à l'emprunt, prise de participation dans des organismes tiers, garantie accordée à des tiers, prélèvements sur le fonds de roulement, etc ...)

Les commissaires aux comptes sont obligatoirement convoqués aux Commissions des finances au cours desquelles sont examinés les comptes annuels et les comptes consolidés ou combinés.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels est établi après la Commission des Finances se prononçant sur ces comptes.

5.3 – ORGANISATION FINANCIERE ET CHIFFRES CLES DE CCI BRETAGNE

Le service Financier de la CCI Bretagne est chargé, d'enregistrer les opérations comptables, de gérer la trésorerie, et de préparer les états financiers de CCI Bretagne : les comptes exécutés, les comptes combinés, et les budgets prévisionnels sous la responsabilité du Trésorier et/ou du Président.

La CCI Bretagne utilise le logiciel comptable Cegid pour les comptes sociaux de CCI Bretagne.

Elle fait appel à un prestataire pour l'établissement des comptes combinés.

La Direction finances est mutualisée avec la CCI du Morbihan. Elle est composée d'une directrice financière, d'une responsable comptable, d'une responsable de contrôle de gestion et de 4 collaborateurs représentant 2.8 équivalents temps pleins répartis entre les missions de comptabilité et de contrôle de gestion.

Les éléments chiffrés de l'exercice 2024 sont les suivants :

Ressource fiscale (TCCI) : 21 270 K€

Chiffre d'affaires 1 069 K€

Subventions d'exploitation 313 K€

Frais de personnel : 53 303 K€

Total du bilan 30 271 K€

5.4 – REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI

Les principaux textes définissant la réglementation applicable aux CCI sont :

- Décret n°2007-431 du 25 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du Code du Commerce,
- Décret n°2007-574 du 19 avril 2007 relatif aux modalités de tutelle exercée par l'Etat sur les établissements du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie,
- Décret n°2010-1463 du 1er décembre 2010 mettant en oeuvre la réforme du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie,

- Loi PACTE du 22 mai 2019, article 48 qui prévoit que les CCI de Région auxquelles sont rattachées les CCIT, établissent et publient chaque année des comptes combinés, à compter des comptes 2020 des CCI.
- Article L 710-1 et suivants du code de commerce – Titre I « Du réseau des Chambres de Commerces et d'Industrie »,
- La Loi n°95-116 du 4 février 1995 et la circulaire n° 2374 du 25 août 1995 qui transpose aux CCI les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 relatives à la certification des comptes par les commissaires aux comptes.
- Le Décret n°2000-470 du 31 mai 2000 relatif au financement des CFA,
- Le cadre d'organisation budgétaire, comptable, et financière du réseau des CCI (cadre OBCF) ce sont les normes adoptées par l'Assemblée générale de CCI France le 27 novembre 2024 et approuvées par l'autorité de tutelle le 11 décembre 2024.

5.5 – LA MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément à l'article L712-6 du Code de Commerce, les établissements de réseau sont tenus de nommer au moins un commissaire aux comptes, désignés dans le respect des dispositions du code des marchés publics, et nommés par l'Assemblée Générale sur proposition du Président. Les chambres de commerce et d'industrie de région auxquelles sont rattachées des chambres de commerce et d'industrie territoriales établissent et publient chaque année des comptes combinés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'audit des comptes annuels a pour objectif de certifier que les comptes sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de sa situation financière et de son patrimoine à la fin de cet exercice.

La mission d'audit ne porte que sur les aspects comptables. Les Commissaires aux Comptes n'ont donc pas à juger de l'opportunité des décisions de gestion, ni des conditions de l'exécution du budget (comparaison budget prévisionnel/budget exécuté).

La mission portera sur la certification des comptes sociaux et des comptes combinés de CCI Bretagne.

Par ailleurs, le Commissaire aux Comptes devra certifier le montant de la masse salariale pour le CSE, ou des compte-rendus financiers particuliers d'opérations subventionnées. L'offre de prix forfaitaire, devra intégrer cette mission, dans la limite de cinq attestations par an.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REALISATION DE LA MISSION

6.1 – PERSONNE REFERENTE DE LA CCI BRETAGNE

Au sein de la CCI Bretagne, la personne suivante est référente pour l'exécution du marché :

SAILLE STEPHANIE
Directrice Finances
stephanie.saille@bretagne.cci.fr
T. 02 97 02 40 33
M. 06 74 88 07 58

6.2 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.2.1. Collaboration avec la CCI Bretagne et l'autre commissaire aux comptes de la CCI Bretagne

Le commissaire aux comptes exercera sa mission en étroite collaboration avec le service financier de CCI Bretagne. Il échangera notamment sur le planning d'audit afin de respecter les contraintes institutionnelles, y compris avec l'autre commissaire aux comptes ayant actuellement un mandat en cours pour la CCI Bretagne.

Le Commissaire aux Comptes présente ses travaux à la Commission des Finances et à l'Assemblée Générale.

Le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels doit être remis au service référent de la CCI au plus tard le lendemain de la commission des finances.

6.2.2. Compétence et indépendance des cabinets

Les cabinets candidats doivent pouvoir répondre de manière optimale aux besoins et aux obligations de l'Assemblée à savoir :

- être d'une taille suffisamment importante pour mobiliser le nombre nécessaire de collaborateurs pendant les périodes d'audit (mars-avril pour les comptes sociaux, et juin pour les comptes combinés), et pouvoir assurer une certaine constance des équipes chargées du contrôle des comptes. La CCI Bretagne demande l'intervention simultanée des 2 commissaires aux comptes à chaque exercice.
- être en mesure de faire preuve de réactivité (sous 48H) en fonction des sollicitations émises tout en assurant la constance des interlocuteurs dédiés en charge du dossier,
- détenir un portefeuille de clients d'importance comparable à la CCI Bretagne, afin de pouvoir appréhender de manière satisfaisante l'ampleur de la mission et de pouvoir s'adapter à la variété des activités, des procédures et des traitements comptables de la CCI Bretagne,
- être déjà familiarisé avec la révision comptable des Chambres de Commerce et d'Industrie ou d'organismes publics et de collectivités locales comparables
- pouvoir affecter à la Chambre de Commerce et d'Industrie des collaborateurs d'un niveau de compétence leur permettant de la conseiller (dans les limites fixées par la loi), de comprendre ses enjeux et de répondre à ses interrogations spécifiques,

6.2.3. Responsabilité du cabinet

Le commissaire aux comptes aura une obligation de moyens. En cas d'erreurs et d'anomalies comptables significatives, révélées après la remise du rapport général, la responsabilité civile du cabinet peut être recherchée s'il est démontré que l'accomplissement des diligences professionnelles normales de révision comptable aurait dû permettre de découvrir ces irrégularités.

6.2.4. Engagement de la CCI Bretagne

La CCI Bretagne s'engage à donner les instructions nécessaires aux établissements et services concernés par les interventions programmées du commissaire aux comptes, afin de faciliter leurs travaux.

Par ailleurs, le commissaire aux comptes pourra obtenir tous les documents utiles à l'accomplissement de sa mission, notamment ceux relatifs aux litiges en cours, au résultat des contrôles effectués par d'autres organismes de contrôle, etc.

6.2.5 Obligation de confidentialité

Quelle que soit la nature de leurs missions, du fait de la profession qu'ils exercent, le signataire et les collaborateurs du cabinet titulaire seront astreints au secret professionnel pour les éléments dont ils auront connaissance à raison de leurs interventions. Ils s'engagent également à faire respecter cette obligation par leurs sous-traitants éventuels.

ARTICLE 7 – PRIX ET PAIEMENT

7.1 - PRIX ET ECHELONNEMENT DES PAIEMENTS

Le prix du marché est global et forfaitaire en étant établi pour la durée de l'exercice comptable.

Les prix sont rédigés en euros hors taxes.

Ils comprennent toutes les prestations incluses dans le marché, y compris toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que le cas échéant, tous les frais afférents notamment aux déplacements et aux correspondances.

Le prix est ferme pour le premier exercice comptable.

Le prix est ensuite révisable annuellement, pour chaque nouvel exercice, en fonction de l'évolution de l'indice Syntec, en application de la formule de variation suivante :

Prix révisé = Po x (SYNT/SYNT₀)

Po = Prix indiqué dans le bordereau de prix pour le premier exercice ; ou, pour les exercices suivants, prix de l'exercice précédent.

SYNT = valeur de l'indice SYNTEC au mois de révision,

SYNT₀ = valeur de l'indice SYNTEC à la date de notification du marché ou à la date de la révision précédente.

7.2 - MODALITES DE REGLEMENT DES FACTURES ET ADRESSE DE FACTURATION

Les factures sont à déposer sur la plateforme Chorus : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Dans un souci de simplification, la CCI Bretagne n'a pas imposé de code de gestion et de code service pour le dépôt des factures sur cette plateforme.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours date de réception de facture par virement bancaire. (joindre un IBAN).

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties s'engagent à faire leur possible pour résoudre à l'amiable toute difficulté ou contestation, notamment par la mise en œuvre entre elles d'un dispositif de concertation.

En cas d'échec de la voie amiable, la partie la plus diligente portera le litige devant les juridictions compétentes du ressort de la ville de Lorient.

La juridiction compétente, pouvant apporter tous renseignements en la matière, est la suivante :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
35 044 Rennes cedex
Tél : 02 23 21 28 28